



## La réforme du bac

### ARTICLE DE PRESSE

#### Le sacro-saint bac à l'épreuve des réformes



Après l'accès à l'université, le gouvernement va lancer à la mi-novembre une consultation sur **la refonte** du baccalauréat, avec pour objectif une organisation moins lourde et coûteuse. C'est toute la scolarité au lycée qui pourrait en être transformée.

Le **sacro-saint** bac à l'épreuve des réformes

Après la réforme de l'entrée à l'université, celle du baccalauréat. Décidé à s'attaquer aux **totems** éducatifs, le gouvernement va lancer, à partir du 13 novembre, une concertation sur la refonte de ce diplôme **décerné** chaque année à près de 80 % des candidats. Le but : réduire le coût du bac et « resserrer les épreuves finales autour

d'un plus petit nombre de matières et définir ce qui relève du contrôle continu », avait annoncé cet été le Premier ministre, Edouard Philippe, reprenant une idée énoncée par Emmanuel Macron lors de sa campagne. Il souhaitait alors réduire à quatre le nombre d'épreuves finales.

Une idée sur laquelle le Conseil national d'évaluation des politiques scolaires se montrait plutôt sceptique : « Les recherches sur les effets des examens nationaux, conduites depuis quinze ans dans les pays de l'OCDE, montrent que leur présence permet à la fois une élévation générale du niveau scolaire des élèves et une réduction des inégalités à l'école », rappelait-il dans une note publiée en juin 2016. A l'inverse, les résultats d'un élève en contrôle continu risqueraient d'être lus au regard de la réputation de l'établissement où il est scolarisé. Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat SE-Unsa, remarque : « La réalité, c'est que les élèves qui vont en filière sélective [40 %, ndlr] font leurs dossiers de candidature à partir des appréciations des enseignants au deuxième trimestre, donc c'est déjà le cas. »

Pour conduire la mission sur la réforme du bac, le gouvernement a nommé lundi Pierre Mathiot, ancien directeur de l'Institut d'études politiques de Lille et ex-délégué ministériel aux « parcours d'excellence » (destinés aux élèves des quartiers défavorisés) sous Najat Vallaud-Belkacem. Il devra rendre son rapport en janvier, afin d'avoir une réforme effective en 2021 - elle concernera donc les élèves qui entreront en septembre prochain en classe de seconde.

#### **Disparités** régionales

La concertation n'ayant pas débuté, difficile de **présager** ce qui en sortira, ni ce qui sera retenu dans le projet final. Mais, croyait savoir le Figaro vendredi, l'une des pistes envisagées serait d'apporter « une relative individualisation des parcours », selon les mots de Pierre Mathiot, en permettant aux élèves, dans les filières générales, de composer eux-mêmes au moins une partie de leur emploi du temps. De là à affirmer, comme le quotidien de droite, que les séries ES, L et S (économique et sociale, littéraire et scientifique) pourraient être purement et simplement supprimées... Il y a un pas que l'entourage du ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, ne franchit pas (pour l'instant) : « Cela ne fait pas partie de la lettre de cadrage de la concertation », explique-t-on à Libération.

Le vice-président du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc), Jean-Rémi Girard, favorable à une **modularisation** du lycée, estime de son côté que « proposer un système de majeures et de mineures permettrait des parcours plus diversifiés. Nous proposons que les élèves choisissent dès la seconde deux majeures et deux mineures, en plus d'un tronc commun. Mais il faudrait une possibilité de **réversibilité** entre la seconde et la première, la possibilité de changer de parcours ». Pour lui, les élèves de seconde sont « relativement mûrs » et donc en mesure de choisir leurs matières, comme cela se fait dans d'autres pays.

Un tel système pose néanmoins plusieurs questions : comment assurer l'égalité entre les élèves, tous les lycées ne pouvant pas proposer l'intégralité des options ? Comment garantir, notamment dans les filières technologiques et professionnelles, qu'il n'y ait pas trop de disparités régionales, les régions ayant la charge de piloter les cartes de formation ? Comment s'assurer que les élèves de familles favorisées ne soient pas plus à l'aise pour naviguer entre les différents modules que les élèves des familles moins **rompues aux** codes de l'éducation nationale ? Selon Stéphane Crochet, « il faut qu'il y ait un accompagnement des élèves dans leurs choix. Et on imagine mal un lycéen pouvoir **s'abstraire** des langues vivantes, ce sera forcément encadré ».

« Un cadre a priori »



Comme son confrère du Snalc, il est néanmoins favorable à une réforme du bac, « qui mobilise la communauté éducative pendant un mois, **paralyse** les lycées, a un coût énorme **au regard de** ce qu'il certifie ». Du côté du Syndicat national des enseignements du second degré (Snes), on se montre plus prudent. « Le problème, c'est de fixer un cadre a priori : quatre épreuves, en soi, ça n'a pas forcément de sens pour toutes les filières », relève sa secrétaire générale, Frédérique Rolet. Mais surtout, estime-t-elle, « il ne faut pas transposer au lycée ce qu'on veut faire à l'université, avec les licences modulaires, car les finalités ne sont pas les mêmes. Le bac prépare à l'enseignement supérieur, mais il donne aussi une culture citoyenne générale ».

Libération, 03/11/2017

[http://www.liberation.fr/france/2017/11/03/le-sacro-saint-bac-a-l-epreuve-des-reformes\\_1607781](http://www.liberation.fr/france/2017/11/03/le-sacro-saint-bac-a-l-epreuve-des-reformes_1607781)

## COMPRÉHENSION DES ÉCRITS

### ❖ Lire le texte et répondre aux questions :

1. Le baccalauréat est un examen national  Vrai  Faux

Justification : « Les recherches sur les effets des examens nationaux... »

2. Quelles sont les motivations derrière la réforme du baccalauréat ? (Deux réponses attendues)

Les motivations derrière la réforme du baccalauréat sont de réduire les dépenses publiques et de limiter à quatre épreuves finales.

3. En quoi un examen tel que le baccalauréat est-il préférable à la valorisation du contrôle continu ?

Un examen tel que le baccalauréat est préférable car il permet d'augmenter le niveau scolaire et de gommer les inégalités selon les écoles.

4. Cette réforme concernera les étudiants qui passeront le bac l'an prochain.  Vrai  Faux

Justification : Cette réforme concernera ceux qui passeront le bac en 2021 et entreront donc en seconde l'an prochain : « avoir une réforme effective en 2021 - elle concernera donc les élèves qui entreront en septembre prochain en classe de seconde. »

5. Quel système pourrait être proposé au lycée quant aux matières étudiées ?

On pourrait proposer aux lycéens de choisir, dans une certaine mesure, les matières qu'ils souhaitent étudier et donc organiser une partie de leur emploi du temps.

6. Quels sont les problèmes posés par un tel système ?

Un tel système pose le problème des disparités entre les lycées qui ne pourront pas tous proposer toutes les options et pourraient orienter leur offre de formation sur des axes régionaux précis, ainsi que des disparités entre les lycéens qui ne seraient pas tous suffisamment accompagnés et guidés à la maison pour faire un choix pertinent et informé.

7. Quelles sont les contraintes de la tenue du baccalauréat chaque année ?

La tenue du baccalauréat chaque année est contraignante puisqu'elle demande la disponibilité du personnel enseignant et des établissements pendant un mois, et parce qu'elle coûte très cher.



8. Quel est le risque d'un système plus modularisé du lycée ?

Le risque d'un système plus modularisé au lycée est que l'étape éducative du lycée ne permette plus aux élèves d'acquérir les connaissances de culture générale fondamentales.

## ARTICLE DE PRESSE

### Réforme du bac : « La disparition des filières L, S et ES est une option », reconnaît Blanquer

Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer annonce le démarrage des consultations qui doivent **déboucher sur** une réforme du baccalauréat, pour « redonner du sens » à cet examen, dans un entretien au Parisien publié lundi.



Il faut « **en finir avec le bachotage** »

La consultation de « tous les acteurs de la communauté éducative » doit s'achever en février. « On se donne du temps », souligne le ministre. Le baccalauréat « doit reprendre plus de sens », explique Jean-Michel Blanquer qui estime qu'il faut « en finir avec le bachotage ».

« Notre fil directeur est surtout d'aboutir à quatre matières pour les épreuves finales du bac », avance le ministre qui reconnaît que « la disparition des filières L, S et ES est une option, mais parmi bien d'autres ».

« Le bac doit à la fois certifier une qualité atteinte à la fin de l'enseignement secondaire, mais aussi aider à réussir par la suite, assure-t-il. Qu'il soit **un tremplin** vers le supérieur pour les élèves. »

Pour l'enseignement supérieur, le Conseil des ministres doit examiner d'ici la fin du mois le projet de loi sur les nouvelles **modalités** d'entrée à l'université qui doit supprimer **le tirage au sort** dans les filières les plus demandées et réduire l'échec en première année.

« Création d'unités laïcité »

Concernant le temps périscolaire, le ministre annonce la création d'« un plan mercredi ». « A mes yeux, l'important est plutôt de faire en sorte que les enfants fassent quelque chose d'intelligent et d'utile sur le temps périscolaire. C'est pourquoi je prépare un plan mercredi, en lien avec les ministres de la Culture et des Sports, Françoise Nyssen et Laura Flessel.»

« L'objectif est de venir en appui des collectivités pour que tous les mercredis de France soient riches en activités culturelles et sportives de qualité », précise-t-il.

Jean-Michel Blanquer indique également être « en train de préparer la création d'unités laïcité qui seront effectives avant la fin de l'année ».

« Il s'agit d'équipes spécialisées qui interviendront dans les établissements. Il y aura une dimension juridique, pédagogique, pratique et psychologique. Les professeurs ont parfois besoin d'un conseil, d'une expertise devant certaines situations. Il est **primordial** que la réponse apportée puisse être la même dans tous les établissements », explique le ministre pour qui « à chaque fois qu'il y a **atteinte à** la laïcité dans une école, un collège ou un lycée, le professeur concerné ne doit plus se retrouver seul ».

Enfin, Jean-Michel Blanquer veut que « l'autorité soit rétablie dans le système scolaire » et a « demandé à tous les chefs d'établissement d'organiser des conseils de discipline chaque fois que c'est nécessaire, car ce n'était pas systématiquement fait ».

Libération, 12/11/2017

[http://www.liberation.fr/france/2017/11/12/reforme-du-bac-la-disparition-des-filieres-l-s-et-es-est-une-option-reconnait-blanquer\\_1609672](http://www.liberation.fr/france/2017/11/12/reforme-du-bac-la-disparition-des-filieres-l-s-et-es-est-une-option-reconnait-blanquer_1609672)

## COMPRÉHENSION DES ÉCRITS

❖ Lire le texte et répondre aux questions :



# REVUE DE PRESSE

1. Quel doit être le rôle du baccalauréat ?

Le baccalauréat doit permettre de donner l'impulsion nécessaire à la poursuite d'études supérieures.

2. En quoi consiste le « plan mercredi » ?

Le « plan mercredi » consiste à consacrer le mercredi à « des activités culturelles et sportives de qualité. »

3. Quelle est la fonction des unités laïcité ?

La fonction des unités laïcité est d'apporter un soutien au personnel enseignant en cas d'atteinte à la laïcité.

## PRODUCTION ÉCRITE

❖ Rédiger un résumé de 100 mots de la situation actuelle du bac grâce aux deux articles.

## VOCABULAIRE

❖ Trouver des synonymes ou définitions des mots suivants à l'aide de l'article :

1. La refonte :

---

2. Sacro-saint :

---

3. Un totem :

---

4. Décerné(e) :

---

5. Une disparité :

---

6. Présager :

---

7. Une modularisation :

---

8. La réversibilité :

---

9. Rompu(e) à :

---

10. S'abstraire :

---

11. Paralyser :

---

12. Au regard de :

---

13. Déboucher sur :

---

14. En finir avec :

---

15. Le bachotage :

---

16. Un tremplin :

---

17. Une modalité :

---

18. Un tirage au sort :

---

19. Primordial(e) :

---

20. Une atteinte à :

---